



Le défi climatique pour l'agriculture ACP

4^e Briefing sur le développement rural à Bruxelles

13 février 2008

Le 13 février 2008, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le quatrième « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimestriels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de 110 participants se sont réunis à Bruxelles pour débattre des impacts du changement climatique sur la production et les technologies agricoles, sur ses implications sur le commerce et les marchés agricoles et sur le rôle du développement des capacités.

Partenaires ayant participé aux briefings :

- CTA
- Commission européenne
- Présidence de l'UE
- Groupe ACP
- Euforic
- Concord
- IPS Europe

Une stratégie efficace contre le changement climatique

En ouvrant les débats, Olusola Ojo, du Secrétariat ACP, Lluís Riera, Directeur de la DG Développement de la Commission européenne (CE) et Isolina Boto (CTA) ont souligné que le changement et la variabilité climatiques constituent une menace de taille pour les pays en développement, car ils sont les premiers concernés tout en disposant d'une capacité de réaction plus faible. Ceux dont la subsistance dépend de l'agriculture et des ressources naturelles sont les plus directement touchés et les plus vulnérables.

Il est donc essentiel de répondre à la question du changement climatique afin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Dans ce contexte, M. Riera a rappelé l'Alliance sur le changement climatique, lancée par le Commissaire Louis Michel, qui devrait être



un instrument essentiel de dialogue politique dans la lutte contre le changement climatique. Les deux intervenants ont insisté sur l'importance de ce briefing qui rassemble différents acteurs autour d'une même table pour identifier des approches communes.

Politiques d'adaptation et d'atténuation favorables aux pauvres ?

Mark Rosegrant, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, (IFPRI), a exploré l'étendue de l'influence des politiques d'adaptation et d'atténuation sur le développement face au changement climatique. Selon lui, sous certaines conditions, les stratégies de lutte contre le changement climatique en faveur des pauvres peuvent générer des revenus et des investissements dans les communautés rurales.

L'injustice climatique actuelle est très profonde. En effet, bien que les pays développés émettent bien plus de gaz à effet de serre (GES), les pays en développement sont plus vulnérables face au changement climatique, du fait d'une capacité d'adaptation plus faible due à leur localisation, leur plus grande dépendance à l'agriculture et aux ressources naturelles, une variation plus importante des conditions climatiques et des températures, et par un accès moindre à des ressources en l'eau, terre, intrants, capitaux et services publics. Par exemple, la croissance de la production agricole devrait diminuer de 25 à 50% cette prochaine décennie, en particulier en Afrique, à cause du changement climatique. Que faire ?

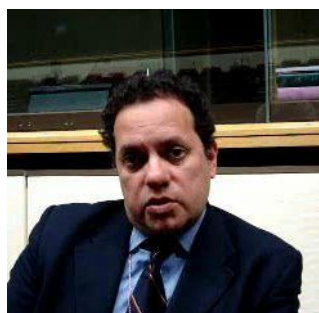
En toute logique, il existe un besoin immédiat de politiques appropriées de lutte contre le changement climatique générant de l'investissement en faveur des pauvres dans les pays en développement (PED), afin de soutenir des mesures fermes d'adaptation et d'atténuation. L'adaptation est une stratégie essentielle dans la lutte contre le changement climatique. Même s'il n'existe pas actuellement d'estimations complètes des

coûts et des bénéfiques de l'adaptation, M. Rosegrant a insisté sur le fait qu'un degré important d'adaptation est indispensable à une bonne politique de développement, en particulier dans le secteur agricole et rural. Cependant, l'adaptation au changement climatique doit également aller au-delà et cibler directement les impacts du changement climatique, en particulier sur les pauvres. L'adaptation au changement climatique doit dès lors être proactive et pas seulement réactive à l'évolution de l'environnement.

Alors que l'adaptation devient plus coûteuse et moins efficace à mesure que la magnitude des changements climatiques augmente, l'atténuation du changement climatique est essentielle. Plus le niveau d'atténuation sera élevé à un coût abordable, plus la pression exercée sur l'adaptation sera supportable. Une réforme efficace du commerce du carbone et des titres compensatoires de carbone afin de mieux inclure les paysans et forestiers des PED participerait grandement à l'atténuation, en plus d'encourager des pratiques durables et d'améliorer les revenus ruraux. « Investir dans le changement climatique en faveur des pauvres, a-t-il affirmé, peut générer une nouvelle valeur ajoutée pour l'investissement en faveur des pauvres. »

Le commerce comme outil de soutien à l'adaptation climatique

Ricardo Melendez Ortiz, de l'ICTSD, a examiné le rôle que peut jouer le commerce dans la lutte contre le changement climatique du point de vue de l'agriculture des pays ACP et a rappelé les liens complexes entre changement climatique, commerce et développement durable agricole. Il a rappelé les déclarations faites à Bali, selon lesquelles les efforts d'atténuation et



d'adaptation nécessaires à la lutte contre le changement climatique sont des « défis de développement ».

Les cadres réglementaires commerciaux, étant liés à la réglementation de l'accès au marché, des subventions, des normes et d'autres mesures affectant la production et le commerce agricoles, sont régulés par un certain nombre d'accords commerciaux multilatéraux. Des instruments de politique et de régulation nécessaires pour faire face aux besoins en atténuation et en adaptation dans le secteur agricole doivent être mis en œuvre dans un contexte commercial multilatéral.

L'actuel cycle de négociations commerciales de Doha dans les secteurs de l'agriculture, de la libéralisation du commerce en matière de biens et de services environnementaux, ainsi que les discussions sur des mécanismes d'aide au commerce et d'ajustement à la libéralisation commerciale, font partie des boîtes à outils pouvant être explorées dans un effort d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole. Selon Mr Melendez Ortiz, l'agriculture a un potentiel d'atténuation significatif et la priorité de ces pays est l'adaptation, même si lier les stratégies d'atténuation et d'adaptation aux politiques et aux négociations commerciales a ses avantages et ses inconvénients. Il a particulièrement mis l'accent sur le

potentiel de la production et de l'exportation de biocarburants pour plusieurs pays ACP et a rappelé que, en dépit du débat controversé sur les biocarburants, un grand potentiel d'investissement se développe, de par leur contribution en termes de lutte contre le changement climatique et de développement économique.

M. Melendez Ortiz a conclu que les politiques commerciales peuvent grandement contribuer à la lutte contre le changement climatique, à condition que des solutions multilatérales soient privilégiées. Les instruments de politique commerciale doivent tenir compte des questions d'égalité et d'équité et doivent s'accompagner d'autres interventions politiques, telles que des transferts de technologie et une assistance technique, principalement en termes d'investissement financier dans l'adaptation.

« La libéralisation du commerce seule, a-t-il conclu, ne suffira peut-être pas à stimuler la diffusion et l'adoption de technologies respectueuses du climat. »

Développement des capacités d'adaptation au changement climatique

Isabelle Niang, de l'Équipe Énergie, Environnement et Développement (ENDA TM) au Sénégal, a présenté des exemples très concrets d'interventions de développement des capacités et d'information dans les pays ACP, en faveur de l'adaptation au changement climatique, insistant sur le fait que « le développement des capacités ne peut pas se faire au cas par cas mais doit être continu. »

Selon elle les communautés et les institutions des pays en développement disposent de capacités d'adaptation au changement climatique extrêmement limitées, mais n'ont d'autre choix que de s'y adapter.

Face au manque d'information et de ressources humaines, techniques et financières, ENDA s'efforce de renforcer les capacités à divers niveaux de la société et au sein même de l'organisation, telles que le développement d'outils permettant aux pays d'évaluer leur niveau de vulnérabilité et d'adaptation ; des formations destinées aux formateurs ; la production de courtes vidéos et de fiches d'information sur le



changement climatique ; un programme de bourses d'études, lancé en 2007 et financé via le subside C3D de l'UE ; un « atelier d'écriture » sur la question de l'adaptation au changement climatique du point de vue de la gestion des ressources en eau et le

renforcement des capacités des négociateurs africains à la Conférence-cadre des Nations unies sur les changements climatiques CCNUCC.

Kilomètres alimentaires ou éradication de la pauvreté ?

Benito Müller, de l'Oxford Institute for Energy Studies, a exposé la question des « kilomètres alimentaires », les impacts écologiques du transport de nourriture, en particulier par long courrier. Alors que d'autres

intervenants ont souligné les avantages potentiels des politiques climatiques pour les PED, M. Müller a insisté sur le fait que les politiques environnementales peuvent porter atteinte au développement.

En effet, les particuliers et les organisations sont de plus en plus encouragés à consommer des produits locaux plutôt que d'acheter des produits dits non respectueux de l'environnement, importés par avion. Par exemple, les fraises importées de pays comme le Kenya sont devenues un produit typiquement «à forte empreinte carbonique», qu'un consommateur soucieux des questions durables devrait éviter. Certains supermarchés britanniques ont commencé à étiqueter les produits importés par avion afin d'augmenter la popularité des produits locaux Ceci a naturellement



causé une grande inquiétude sur les impacts économiques néfastes pour les pays exportateurs.

Pour le Dr Müller, le concept de «kilomètres alimentaires» est un indicateur trop simpliste de l'impact climatique mondial. Les distances géographiques ne sont pas

le seul facteur influençant l'impact alimentaire sur le climat. Lorsque l'on observe le cycle de vie complet d'un produit, des fleurs cultivées au Kenya ont une empreinte carbonique plus faible que celles cultivées dans les serres chauffées et éclairées des Pays-Bas, même en incluant les émissions dues au transport. «Les kilomètres alimentaires, a conclu le Dr Müller, sont purement et simplement inadaptés pour mesurer l'impact climatique des produits agricoles. C'est une analyse de l'empreinte carbonique sur un cycle de vie complet qui serait nécessaire.» De plus, l'impact négatif du boycottage de produits sur les pays pauvres est important. Certaines recherches indiquent que le commerce de produits frais avec le Royaume-Uni permet à lui seul de subvenir aux besoins d'un million de personnes au Kenya et génère au moins 100 millions de livres sterling chaque année. Le Dr Müller qualifie le concept de «kilomètres alimentaires» d'hypocrite, car il n'est appliqué qu'aux produits alimentaires de base, mais pas par exemple aux ordinateurs ou aux voitures. Enfin, il a rappelé que de nombreux exportateurs font partie des pays les plus pauvres, qui émettent donc moins de gaz à effets de serre. Punir les pays en développement est par conséquent injuste par définition. Parmi les solutions possibles : les finances publiques pourraient compenser les émissions internationales dues au transport de fruits et de légumes frais importés des pays les plus vulnérables ; une mesure appropriée consisterait également à mettre en place des projets dans le cadre du Mécanisme de développement propre ; un étiquetage adéquat aiderait le consommateur à tenir compte des titres compensatoires de carbone et des bienfaits pour le développement. Le label «Grown under the sun» (cultivé sous le soleil), proposé par la Haute Commission kényane, pourrait être un moyen de souligner l'impact sur l'éradication de la pauvreté. Enfin, les pays consommateurs devraient soutenir des modes de transport émettant moins de gaz carbonique, par exemple en améliorant la technologie maritime.

« Manger des fraises kényanes à Noël, a conclu le Dr Müller, n'est donc pas un plaisir coupable, mais une obligation morale ! »

Le carbone peut-il stimuler le développement ?

M. Leo Peskett, de l'ODI, a présenté les avantages potentiels du programme REDD (Réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation) pour les PED et en particulier les petits producteurs ruraux.

Actuellement dans les priorités des Nations unies en matière de procédures et de négociations sur le climat dans le cadre du régime post-Kyoto, REDD est une nouvelle proposition de mécanisme financier international pouvant être liée au marché du carbone, afin d'encourager la diminution de la déforestation et de la dégradation dans les PED.

Le REDD est une question politique brûlante pour plusieurs raisons : (i) le grand débat sur les bases de référence et sur la question de savoir si les flux financiers bénéficieront aux pays aux résultats plutôt faibles en matière de reboisement, alors que d'autres pays comme l'Inde, qui ont effectué un reboisement assez étendu ces dernières années, ne recevraient pas de paiement. (ii) une question de type éthique, à savoir s'il ne s'agit pas d'une excuse pour les pays développés pour ne pas réduire leurs émissions. (iii) une question de durabilité, car il y a des limites au reboisement, ce qui différencie considérablement cette solution d'autres types de réductions d'émissions de combustibles fossiles. Il existe encore une grande incertitude sur la mise en œuvre de REDD au niveau national et international et sur sa gestion financière. Sera-t-elle assurée par les gouvernements ou existera-t-il un mécanisme de liaison entre le secteur privé dans les pays développés et les petits producteurs impliqués dans des activités qui réduisent la déforestation dans les PED ?

Les bienfaits indirects pour les communautés locales pourraient être monétaires (notamment sous forme de paiements directs aux particuliers, par exemple via des mécanismes de microcrédit), ou non monétaires (comme la clarification des droits fonciers). Les bienfaits indirects pourraient être la mise en œuvre de projets locaux de développement, en particulier dans le domaine de l'éducation et de la santé. Les risques potentiels de REDD sont une faible disponibilité de capital qui peut entraver la participation au marché, et l'asymétrie de l'information, due au caractère extrêmement technique du marché du carbone, impliquant de gros efforts de développement des capacités. Une autre question importante encore non résolue est de savoir si REDD concerne l'environnement, le développement ou les deux.

En conclusion, ce qui distingue le REDD des initiatives précédentes, est que ces dernières concernent des systèmes nationaux de plus grande envergure, qui pourraient générer une plus grande durabilité dans le secteur forestier, tout en ne bénéficiant pas nécessairement aux petits producteurs. REDD pourrait générer des flux financiers très importants vers les PED et les petits producteurs, mais dans des cas particuliers. Il y a donc peu de chances que cette solution soit considérée comme la panacée dans la lutte contre le changement climatique, la réduction de la

pauvreté ou la biodiversité. Il convient donc de se concentrer aussi sur d'autres mécanismes existants.

Des technologies d'adaptation au changement climatique dans le contexte du développement rural

Rachel Berger, de Practical Action, a axé sa présentation sur la nécessité de développer des technologies d'adaptation au changement climatique. Le



point de départ de sa réflexion est l'expérience acquise par Practical Action grâce à son travail avec les communautés marginalisées d'Afrique. Elle a insisté sur les besoins technologiques permettant de faire face au changement climatique dans le secteur agricole. En effet, les plus

pauvres sont les plus touchés, car ils dépendent directement de la santé de l'écosystème. Si nous envisageons la technologie comme une combinaison d'instruments, de compétences et de connaissances, nous devons également garder à l'esprit le contexte local dans lequel elles doivent être mises en œuvre. C'est ainsi que nous pouvons développer des systèmes efficaces, gérés à faible coût par la communauté, permettant de relever les défis posés par le changement climatique. Elle a clairement affirmé sa préférence pour ce type d'approche, plutôt que pour des programmes gérés par les gouvernements, qui se sont avérés coûteux et ponctuels selon les finances disponibles.

Elle a présenté trois exemples d'activités menées par Practical Action en Afrique : (i) au Zimbabwe, un pays où les précipitations atteignent à peine 200-300 mm par an, environ 10 jours de pluie les communautés ont pu construire des réservoirs souterrains permettant de conserver l'eau plus longtemps ; (ii) au Kenya, la conservation et l'échange de semis ont été facilités par des foires annuelles et des banques de semis communautaires. Les sécheresses étant devenues plus fréquentes et plus longues, il est essentiel d'augmenter les stocks de semis adaptés aux cultures locales, de maïs et de cultures plus résistantes à la sécheresse comme le millet et le sorgho; (iii) des systèmes alternatifs ont été développés pour contrôler la dissémination de la mouche tsé-tsé, qui cause la trypanosomiase, une maladie presque endémique en Afrique semi-aride, en aidant les communautés à construire des pièges avec des matériaux locaux.

Mme Berger a attiré l'attention sur une contradiction technologique : alors que des solutions locales à faible coût doivent être développées, la plupart des ressources sont actuellement allouées à des technologies de grande envergure très coûteuses qui ne fonctionneront pas pour 70% des populations pauvres et leurs systèmes agricoles.

Le partage d'information et la communication sont des éléments essentiels

Ishmael Sunga (SACAU), Chris Addison (Euforic) et Oumy Ndiaye (CTA) ont partagé leurs conclusions sur le briefing, mentionnant l'absence de participation de producteurs locaux, l'importance de l'information, des

stratégies de connaissances et de communication et la nécessité de s'adapter au niveau local.

Le message principal de Mme Ndiaye est que l'adaptation est possible, à faible coût, et qu'elle est le fruit de décisions politiques judicieuses. L'adaptation doit s'effectuer à un niveau local. C'est la raison pour laquelle les décideurs locaux doivent être sensibilisés et les questions de gouvernance et de propriété doivent être soulevées. Afin d'atteindre ces objectifs, l'information et la communication sont essentielles, mais elles sont insuffisantes. Pour sensibiliser les décideurs locaux, l'information doit être succincte et pertinente. Sur la nécessité de renforcer le contact avec les communautés, il s'agit de disposer d'instruments de communication appropriés, tels que la vidéo ou la radio locales, afin de faire passer le message.

M. Addison a présenté le rôle clé joué par l'information et la communication dans l'adaptation climatique. Des discussions aux Journées européennes du développement et de cette réunion, il en ressort qu'une bonne gestion des données météorologiques, un soutien à l'information aux communautés locales et la dissémination des résultats des recherches sont importance primordiale.

M. Sunga a défini la question du changement climatique



comme « très complexe, scientifique et technique », presque intimidante et certainement délicate pour tous les syndicats agricoles nationaux représentés par SACAU, y compris au niveau régional. Selon lui, les chercheurs universitaires de haut niveau dominant ce débat,

auquel les producteurs n'ont pas la capacité de participer. M. Sunga a appelé à un « reconditionnement » de l'information, afin de permettre aux producteurs de s'investir pleinement. « Comment rendre la discussion abstraite facile à assimiler ? », a-t-il demandé. En raison du manque de compréhension, de connaissance et d'appréciation des développements actuels, les producteurs n'ont pas l'occasion de participer pleinement aux discussions et aux décisions. Les biocarburants et le changement climatique sont deux exemples de débats capitaux appelant à une prise de décision auxquels les producteurs ont été conviés trop tard.

Prochain briefing

Le prochain briefing aura lieu le 16 avril 2008 sur le thème du **Commerce Equitable**.

Informations complémentaires sur le web

Le site principal

www.brusselsbriefings.net

Le programme

<http://brusselsbriefings.net/past-briefings/february-13-2008>

Les vidéos

http://blip.tv/posts/?topic_name=brubriefings